

Date où la condition cesse d'être satisfaite : <i>(fournir un document constatant cette date)</i>	
---	--

Identification du cédant

Personne physique	
Nom :	
Prénom :	
Adresse de résidence principale :	N° municipal, Nom de la rue
	Ville
	Province, Code postal
L'adresse où peut être envoyé le compte : <i>(si elle est différente)</i>	

Personnes morale

Nom :	
N° d'entreprise du Québec ou identification :	
Adresse du siège social ou du principal lieu d'affaires :	N° municipal, Nom de la rue
	Ville
	Province, Code postal
Nom, coordonnées et fonction des personnes autorisées à agir en son nom :	
Noms et prénoms des professionnels concernés dans le transfert de l'immeuble :	

Identification du cessionnaire

Personne morale	
Nom :	
N° d'entreprise du Québec ou d'identification :	
Adresse du siège social ou du principal lieu d'affaires :	N° municipal, Nom de la rue
	Ville
	Province, Code postal
Nom, coordonnées et fonction des personnes autorisées à agir en son nom :	
Noms et prénoms des professionnels concernés dans le transfert de l'immeuble :	
Nom et prénom du propriétaire apparent mentionné dans l'acte inscrit au registre foncier	

Identification de la propriété

Adresse :	N° municipal, Nom de la rue
	Ville
	Province, Code postal
Cadastre :	
Date du transfert :	

Autres informations – Article 9 – Loi concernant les droits sur les mutations immobilières

Nom de la municipalité sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble, lorsque celui-ci n'est pas immatriculé :	
Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'immeuble selon le cédant et le cessionnaire :	
Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, et, le cas échéant, la portion de cette base qui est visée au troisième alinéa de l'article 4 :	
Le montant du droit de mutation :	
Toute autre mention prescrite par règlement :	

L'avis de divulgation devra être accompagné d'une copie authentique de l'acte notarié en minute ou d'une copie de l'acte sous seing privé constatant le transfert de l'immeuble.
Les renseignements contenus dans l'avis seront transmis par les municipalités au ministère du Revenu afin de permettre l'identification du ou des cessionnaires de l'immeuble n'ayant pas divulgué la cessation du respect de la condition d'exonération.